

**POUR UNE DIPLOMATIE FRANÇAISE DIGNE DES VALEURS DE LA
RÉPUBLIQUE, RESPECTANT LES DROITS DE L'HOMME ET LA LIBERTE DES
PEUPLES À DISPOSER D'EUX MÊMES**

Place des Invalides, Paris, France

Communiqué

Les associations et ONG de la diaspora Sahraouie en France, ainsi que celles solidaires avec le Peuple Sahraoui, se rassemblent ce 16 octobre 2020, pour commémorer le « 12 Octobre », journée de l'Unité Nationale Sahraouie, et pour demander au Ministère Français de l'Europe & des Affaires étrangères d'avoir une politique conforme aux principes fondateurs de la République Française : La Défense des droits de l'homme et le droit des peuples à disposer d'eux mêmes.

1 - Les présents manifestent leur inquiétude devant la situation **des Prisonniers politiques Sahraouis dans les prisons marocaines**, en cette période de pandémie et appellent le Ministère Français de l'Europe & des Affaires étrangères à intervenir au plus vite auprès du royaume du Maroc, responsable de la répression et des violations des droits de l'homme au Sahara Occidental, afin qu'il respecte les droits de l'homme et les accords internationaux en la matière.

2 - Nous appelons le Ministère Français de l'Europe & des Affaires étrangères à **défendre les valeurs de la République Française** et à assumer ces valeurs au sein du Conseil de Sécurité, en exigeant clairement et fermement le **respect des peuples à disposer d'eux mêmes**, au travers de l'organisation immédiate du référendum d'autodétermination promis aux Sahraouis depuis 1991.

3 - Nous demandons au Ministère Français de l'Europe & des Affaires étrangères de la République, **de ne plus s'opposer à l'inclusion défense des droits de l'homme** dans le mandat de la « MINURSO », à l'ONU. Au contraire nous demandons à ce que la diplomatie Française porte et défende les valeurs de la République, en exigeant du Conseil de Sécurité de l'ONU, **l'élargissement du mandat de la « MINURSO » (Mission des Nations Unies pour l'Organisation du Référendum au Sahara Occidental), à la surveillance et la protection des droits de l'homme.** Droits de l'homme qui sont systématiquement violés par la puissance occupante, le royaume du Maroc, et ce malgré la présence de la mission onusienne. Mission qui est devenue, avec la complicité dudit Ministère, un parapluie pour protéger et légaliser l'occupation illégale d'un territoire reconnu par l'ONU comme non autonome, et donc en attente d'autodétermination.

4. Les présents dénoncent la décision de l'Union européenne, où la voie de la République Française est une voix dominante, de renouveler les accords commerciaux avec le Maroc en violation du droit européen défini par les trois décisions de la Cour de Justice européenne, la CJUE, en 2016 et 2018 qui rappellent

la souveraineté du peuple Sahraoui sur ses ressources en conditionnant toute activité économique à son consentement.

En conclusion, depuis 29 ans les Sahraouis, bien qu'agressés et opprimés ont arrêté la lutte armée, et ont donné une chance au processus de paix, au travers de la promesse faite par l'ONU de l'organisation du referendum. Promesse à ce jour non encore tenue.

Un pays grandi et marque l'histoire quand il porte haut et fort l'étendard de la justice, de l'équité et de la défense des droits de l'homme et de la paix. Le Ministère de l'Europe & des Affaires étrangères de la République se doit d'œuvrer pour la paix et le droit. Il doit être en accord avec les valeurs de la Nation. Les settings pacifiques envisagés par de larges secteurs de la société civile Sahraouie, dans la brèche illégale d'« ALGUERGARAT », sont des manifestations de protestations d'un peuple trahi par les Nations Unies.

Mais il est, aussi, une opportunité unique pour que le Ministère de l'Europe & des Affaires étrangères de la République agisse pour, le rétablissement du droit international et **contre la collusion de l'occupation marocaine avec les barons de la drogue**, qui utilisent cette brèche pour, piller illégalement, les ressources naturelles du territoire du Sahara Occidental, et faciliter l'entrée de grandes quantités de drogues sur le marché Africain, exposant ainsi sa jeunesse aux ravages de sa consommation, et compromettant par la même occasion, non seulement le développement de l'Afrique, la construction et l'intégration du Maghreb, mais aussi menace l'Europe, compte tenu de la promiscuité de cette région.

Paris, le 16 Octobre 2020

Collectif des Associations de la communauté Sahraouie en France et des Pays du Nord :
shdiasporafr@gmail.com

Plateforme pour la Solidarité avec le Peuple du Sahara occidental: plateformeSO@gmail.com